

LOGEMENT SOCIAL ET ABORDABLE

**Michel Lanctôt soulève des inquiétudes**

**Longueuil, 23 janvier 2020** — Le conseiller du district d'Antoinette-Robidoux, Michel Lanctôt, affirme avoir entendu l'appel des Regroupement des comités logements et association de locataires qui ont tenu une manifestation devant les bureaux de Longueuil de la Régie du Logement mardi dernier. À la lumière des plus récentes données de la Société canadienne d'hypothèque et de logement (SCHL), monsieur Lanctôt et ses collègues de l'opposition officielle à la ville de Longueuil s'inquiètent de l'accessibilité au logement sur le territoire.

Le conseiller Lanctôt demande à la mairesse d'exercer le leadership souhaité par tous afin de sensibiliser les gouvernements supérieurs sur l'urgence d'agir en matière de logements sociaux et de logements abordables. Il souhaite de plus qu'elle envisage la mise en place, d'ici le 1<sup>er</sup> juillet prochain, d'un service de référence locative pour ceux qui n'arriveraient pas à se reloger.

«La diminution du taux d'inoccupation est inquiétante. Les données les plus récentes de la SCHL montrent que le taux d'inoccupation a diminué en 2019 pour s'établir à 1,5 % dans l'arrondissement du Vieux-Longueuil, et 1,9 % dans les arrondissements de Greenfield Park et Saint-Hubert. Ces taux qui n'ont jamais été aussi faibles depuis les 15 dernières années se traduisent par des loyers plus élevés», de relever Michel Lanctôt. Ce dernier poursuit en indiquant qu'il y a trop peu de projets de logement social et abordable qui voient le jour à Longueuil, en tout cas pas suffisamment, pour combler les besoins et réduire les listes d'attentes. Il souhaite également que le différend entre Québec et Ottawa sur le financement du logement dans le cadre de la Stratégie nationale sur le logement, se règle rapidement. Ce différend prive actuellement le Québec d'importantes sommes d'argent nécessaire afin d'améliorer l'accès à des logements abordables sur le territoire de Longueuil.

### **Demandes prébudgétaires**

Alors que Québec et Ottawa présenteront prochainement leur budget respectif, le conseiller du district d'Antoinette-Robidoux interpelle les députés de la région pour qu'ils fassent de l'accessibilité au logement une priorité. Il espère que les gouvernements supérieurs s'engageront à financer de façon adéquate, et sur une base pluriannuelle, les différents programmes de logement social et abordable dont, notamment, les programmes d'Habitations à loyer modique et de Supplément au loyer. Ce dernier souhaite également une révision du programme d'AccèsLogis afin de s'assurer une livraison plus rapide des projets d'habitation destinés aux ménages à faible et modeste revenu.

« On doit réduire la part des ménages locataires qui consacrent 30% et plus de leur revenu à leur logement. Agir sur l'accessibilité au logement est une mesure concrète pour réduire les inégalités et accroître les chances de réussir. Comme gouvernement de proximité, les municipalités jouent un rôle de plus en plus important dans le domaine de l'habitation et du logement. Dans ce dossier, nous souhaitons davantage de compassion, de leadership et de proactivité de la part de la mairesse de Longueuil. Il serait temps que la mairesse prenne au sérieux la situation du logement à Longueuil, et qu'elle pose des gestes concrets aptes à aider les personnes qui n'arriveraient pas à se reloger après le 1<sup>er</sup> juillet.

Rappelons que plusieurs groupes de défense des droits des locataires, dont le Comité logement Rive-Sud, parlent maintenant d'une «crise généralisée» du logement. La Maison La Virevolte appréhendait en juin dernier une nouvelle crise du logement à Longueuil. Une crise qui toucherait particulièrement les familles, les jeunes, les femmes monoparentales, les personnes appartenant à une communauté culturelle issue de l'immigration et les personnes bénéficiant de l'aide sociale. Une crise qui toucherait les plus démunis de notre Ville.